

I'Humanité



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



rouge

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 366

mardi 11 novembre 1975

DOUCHE FROIDE POUR LA CLIQUE MARCHAIS

« Quand le vin est tiré, il faut le boire » et il est décidément dit que les dirigeants du PCF le boiront jusqu'à la lie, comme prix de leur opportunisme.

Bafouant une nouvelle fois leurs projets sur le « Programme commun » Mitterrand a, en effet, déclaré : « Si la gauche l'emporte aux élections législatives de 1978, elle devra exiger de gouverner afin d'appliquer le Programme commun avec le président de la République en place ». Même s'il est vrai que Mitterrand préparait son coup depuis quelques temps, la douche a été froide pour les dirigeants du PCF. Et leurs espoirs de faire prendre à la classe ouvrière et à tous les travailleurs des vessies pour des lanternes et le « Programme commun » pour un objectif révolutionnaire se sont encore amenuisés.

Là est bien l'un des aspects essentiels du problème pour les dirigeants du PCF : comment tromper le peuple, lui cacher la vérité pour l'utiliser comme marche-pied vers le pouvoir. Car c'est Marchais lui-même et non Mitterrand qui déclarait en 1973 que le Programme commun pouvait être réalisé avec le président en place, c'était alors Pompidou. Alors ils ont bonne mine aujourd'hui ces faux communistes de venir jouer les vertus indignés. On se demande bien ce qui a fondamentalement changé depuis 1973 !

Sûrement pas la nature de la société capitaliste et de la classe dominante. La seule chose qui ait changé, c'est la tactique du PCF et cela pour deux raisons : la perte d'influence de ce parti dans les masses et les pressions des grands frères révisionnistes de Moscou qui veulent développer les activités de subversion pro-soviétiques dans les pays européens.

C'est pourquoi on peut dire que les déclarations de Mitterrand sont un gros pavé lancé dans la mare du PCF au moment où commence la préparation de son XXII^e Congrès.

Ce congrès est destiné à trouver une issue à la crise que traverse le PCF à la suite de ses grandioses échecs dans l'Union de la gauche. Tout le monde voit aujourd'hui que celle-ci a servi avant tout à faire du parti socialiste moribond après 1968, le premier parti bourgeois.

Mais la polémique avec le PS menée au nom de la « qualité de l'union » n'a pas permis au PCF de redresser la barre et de gagner en influence.

En faisant sa déclaration Mitterrand vient de le démontrer une nouvelle fois : il tient la dragée haute à ses partenaires. Ceux-ci ou bien s'inclineront et devront se résigner à être le deuxième parti de l'« Union de la gauche », ou bien, sans perspective concrète, ils devront se lancer dans les actions extra-parlementaires. Dans les deux cas pour le PCF c'est l'im-passe...

AUCUNE INDEMNITE POUR UN CHOMEUR SUR DEUX

Pour faire accepter le chômage la bourgeoisie voudrait accréditer l'idée que, ma foi, le chômage ce n'est pas si terrible que cela puisqu'il y a les indemnités et que même, voyez-vous, on peut toucher 90 % de son salaire. Payés à ne rien faire en somme. En signant les accords sur l'indemnisation du chômage, les dirigeants de la CGT ont cherché également à répandre ces idées.

Voici des chiffres. Ils sont le résultat d'une enquête de la CFDT. Ils mettent à nu cette supercherie.

Ils révèlent qu'à la fin du mois de septembre, sur 945 800 chômeurs recensés, 523 000, soit plus de 55 %, n'ont reçu aucune indemnisation. Plus d'un chômeur sur deux ! Ceux qui ne reçoivent pas d'indemnisation sont en particulier des jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi, ceux qui ont été éliminés de l'aide publique ou ont épuisé leurs droits aux Assedic, ceux qui n'ont pas la durée de travail nécessaire (3 mois ou 150 jours) pour avoir droit aux allocations. Il y a encore ceux qui ne connaissent pas leurs droits ou qui sont découragés par les lenteurs ou les complexités administratives.

— 97 831, soit 10,3 % des demandeurs de septembre, n'ont obtenu que l'aide publique (de 297 à 360 F par mois, soit la moitié du minimum vieillesse). Il s'agit de ceux qui n'ont pas droit aux Assedic comme les employés de maison ou ceux qui ont épuisé leurs droits à ces allocations.

— 88 061 autres, soit 9,3 %, n'ont reçu que les allocations spéciales Assedic soit 35 % de leur salaire antérieur. Ce sont ceux qui ont été privés de l'aide publique après trois mois du fait d'un plafond de ressources.

(Suite page 8)

**LUNDI A 19 H 40
SUR LA 3^e CHAINE
LES MARXISTES-LÉNINISTES
VOUS PARLENT**

**AVEC LA PARTICIPATION DE JACQUES JURQUET
Directeur politique de notre journal**

**Suite de notre enquête sur
la nouvelle extrême gauche :
Le courant spontanéiste
et LIBERATION**



METZ : MANIFESTATIONS DES SIDERURGISTES contre le chômage et les licenciements

— Le 29 octobre à Maizières-les-Metz, les ouvriers de la Sotracomet font un barrage sur la route nationale Metz-Thionville. (Photo ci-dessous)



Photo correspondant HR.

— Le 31, ils manifestent à Hagondange.
— Le 4 novembre, ils occupent la Chambre de Commerce et d'Industrie de Metz (Photo ci-dessous).



Photo correspondant HR.

Metz le 5 novembre : 3 000 SIDÉRURGISTES LORRAINS DANS LA RUE

C'est contre le chômage et les licenciements que sont descendus 3 000 sidérurgistes lorrains dans les rues de Metz. En tête du cortège, les ouvriers de l'entreprise Sotracomet, en lutte contre les 485 licenciements, avec eux les ouvriers de Voyer qui, depuis le matin, sont en grève — leur entreprise risquant la mise en règlement judiciaire (donc le licenciement collectif) —, les ouvriers de la SAFE, de DAVUM, des usines Sacilor, les mineurs du bassin lorrain, tous unis dans la rue, contre le chômage et les licenciements.

Un seul absent : le défunt programme commun ! En effet, si de nombreux slogans ont fusé, ce fut « Non au chômage ! », « Non aux licenciements ! », « Un gouvernement qui condamne sa jeunesse est un gouvernement condamné ! », « Le pouvoir aux travailleurs ! », mais pas un mot sur le programme commun.

A plusieurs reprises les travailleurs de Sacilor ont chanté « L'internationale », ils ont condamné le député Kiffer, député de Metz, celui-ci ayant déclaré : « Sur dix accidents dans la sidérurgie, neuf sont de la responsabilité des travailleurs eux-mêmes. »

C'est après un appel d'un militant CFDT « à ce que chacun devienne un agitateur propagandiste aux côtés de ceux qui n'ont pas encore compris le sort qui leur est réservé » que la manifestation s'est dissoute.

A coup sûr, cette manifestation a montré la détermination des sidérurgistes de Lorraine à lutter pour leurs revendications contre le chômage, contre les licenciements.

Correspondant HR.

Mécontentement et volonté de lutte à la Sécurité sociale

A propos de la journée du 6 novembre

C'est à l'initiative de la fédération CFDT des syndicats du personnel des organismes de Sécurité sociale et des institutions sociales qu'a été organisée une journée nationale d'action.

FO, la CFTC et la CGC refusèrent d'y participer. Les discussions entre les fédérations CFDT et CGT permirent d'actualiser la plate-forme des revendications, commune aux 5 fédérations, qui comprend 5 grands points, en particulier :

— salaires (salaire minimum professionnel garanti à 1 900 F, augmentation mensuelle de 300 F pour tous, à compter du 1/11/75, ...)

— classification

— conditions de travail (augmentation des effectifs, attribution des locaux nécessaires et adaptés, suppression du rendement, humanisation des méthodes de travail)

— maintien et extension du droit syndical, notamment par l'attribution immédiate de l'heure mensuelle d'information.

Dans les organismes de la région parisienne, le 6/11/75 à 10 heures, les sections CFDT et CGT

ont envoyé des délégations à l'U.C.A.N.S.S. où siège la Commission paritaire nationale (CPN).

Van der Meulen (président de l'U.C.A.N.S.S.) a fait répondre qu'il ne connaissait d'interlocuteurs valables que les membres de la CPN, mandatés par les syndicats patronaux et ouvriers, et qu'il ne recevrait pas ces délégations.

Les sections CFDT présentes voulaient monter au 9e où se tient la CPN et imposer la négociation.

Un ponté CGT, membre de la CPN, conseilla à ses troupes de ne pas troubler « la soupe où il mangeait », en l'occurrence la CPN.

Jusqu'à 11 h 45, discussions dans le hall sur l'attitude à adopter. C'est alors que d'une assemblée générale de la Caisse d'Allocations familiales de la région parisienne, proche de l'U.C.A.N.S.S., sont arrivés 600 à 700 employés, en majorité des femmes.

Une dirigeante CFDT de la CAFRP lança : « Nous n'allons pas rester dans le hall. » Cette intervention fut vivement applaudie.

Le permanent CGT se sentant dépassé dut accepter que les travailleurs montent au 9e. Il leur

CHEMINOTS EN GREVE ?

Les fédérations CGT et CFDT des cheminots avaient lancé un « manifeste »-pétition le 16/10/75 pour de nombreuses revendications (salaire, emploi, etc.).

Dans une circulaire aux militants syndicaux CGT et CFDT (commune aux 2 fédérations), il est indiqué :

« Nous comptons sur la détermination de tous pour assurer au manifeste le soutien et l'engagement de la grande masse des cheminots — exécutants, maîtrise et cadres... — de toute appartenance syndicale ou inorganisés afin de porter la lutte à un niveau supérieur par l'organisation de la grève au niveau national. »

Les indications précises contenues dans des circulaires internes à la CGT confirment que l'action de grève est à l'initiative de la CGT. Initiative du sommet qui ne répond pas à la mobilisation des travailleurs sur le tas. Les dirigeants CGT-PCF veulent apparaître comme les plus combattifs, les meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers.

En parallèle : de nombreuses tentatives du PCF de renforcer son implantation dans les entreprises. Pour le moment sans grand résultat. Les travailleurs ne s'y tromperont pas : il s'agit d'un plan bien organisé pour saper la progression de l'influence du Parti socialiste, d'abord. Ensuite : chapeauter le mouvement de grèves du secteur privé dont les formes et les objectifs échappent de plus en plus à la direction PCF-CGT.

Non ! Le PCF n'est pas le « sauveur suprême » sans quoi rien n'est possible. Donc le secteur public et nationalisé (comme chacun sait, solidement structuré et contrôlé par la CGT) est mis en branle pour ces objectifs. Cependant, il faut le dire, cela ne correspond pas à la décision des travailleurs de ces entreprises mais seulement à la tactique « dure » des révisionnistes, qui est le seul moyen à leurs yeux de maintenir leur influence. Mais, parce qu'elle ne s'appuie pas sur la volonté des travailleurs elle aboutira encore à un échec.

Le rôle des marxistes-léninistes est de dénoncer ces grandes manœuvres qui utilisent le mécontentement grandissant pour des objectifs réactionnaires, et de mobiliser les travailleurs sur leurs revendications élaborées démocratiquement. Seule l'action de classe et de masse pourra les faire aboutir.

Correspondant cheminot.

recommanda toutefois de ne rien casser sur leur passage et de ne pas gêner les services (les travailleurs, c'est bien connu, sont pour les pontés CGT des irresponsables). C'est alors qu'il se fit huer et siffler.

Les employés montèrent en scandant : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ! »

Van der Meulen refusa de discuter « sous la contrainte », c'est-à-dire en la présence des travailleurs, et sortit par l'escalier de secours, suivi du directeur de l'U.C.A.N.S.S.

Evidemment, face à des travailleurs déterminés, Van der Meulen — comme tous ses collègues du CNPF — ne trouve qu'une issue : la fuite.

Dans le hall, des discussions animées continuèrent encore un moment.

Cette action prouve le mécontentement et la volonté des travailleurs de la Sécurité sociale d'adopter toutes formes de lutte pour la satisfaction de leurs revendications.

Des travailleurs de la Sécurité sociale.



A PROPOS DU CONGRES DE LA FEDERATION CGT DES PTT

(Nanterre 18.22 novembre 75)

La Fédération CGT des PTT fut pendant toute la période d'après-guerre, jusqu'aux années 60, le syndicat de lutte de classe des postiers.

Reprenant les glorieuses traditions de la Fédération postale unitaire (CGTU) dirigée par Jean Grandel (1), elle a défendu, pour l'essentiel, des positions justes.

Minoritaire après la scission fomentée par FO et les dirigeants SFIO, elle a défendu pendant la grande grève d'août 53 les positions de lutte de classe, notamment concernant les comités de grève élus.

Ainsi cette déclaration parue dans «L'Humanité» du 14 septembre 1953 (2) :

«Les objections des adversaires des comités élus sont nombreuses. Par exemple ils ne veulent pas de ces comités parce qu'ils seront «irresponsables», qu'ils jetteront la pagaille, qu'ils ne veulent pas déposséder les organisations syndicales de la conduite de l'action et de la discussion des revendications de leurs adhérents.

des travailleurs, qu'ils doivent rendre compte des discussions de tous les problèmes importants que pose la direction du mouvement. Peut-on qualifier ces comités d'irresponsables ? Des comités qui non seulement demandent aux travailleurs de se prononcer au moment d'engager la lutte, concernant la direction de celle-ci, mais leur demandent de le faire concernant les revendications et les accords qui peuvent être proposés par le patron...»

A l'époque cet article était dirigé contre FO et les dirigeants SFIO. Ils peuvent sans peine aujourd'hui être retournés contre la direction de la CGT et les dirigeants du parti de Marchais.

A partir de ces justes positions, la Fédération CGT a progressivement gagné la confiance de la majorité des postiers. La fédération scissionniste FO est devenue minoritaire.

Aujourd'hui, 22 ans après la grande grève d'août 53, un an après celle d'octobre-novembre 74, la Fédération CGT des PTT va tenir son 23^e Congrès. La



La grande grève d'octobre-novembre (74) : un mauvais souvenir pour les dirigeants révisionnistes

Une première chose qui frappe à la lecture des projets de résolution, c'est la quasi-absence de références à la grève d'octobre-novembre 74.

Sur 7 pages de textes préparatoires, c'est à peine si on va trouver quelques lignes qui lui sont consacrées. Il y a là quelque chose d'extraordinaire pour un congrès qui se tient un an après la plus grande grève de l'histoire des PTT.

Il est seulement dit : «Enfin la puissante grève d'octobre-novembre 74 à laquelle le personnel des centres de tri et ambulants a participé massivement, a obligé l'administration et le gouvernement à céder sur le service actif. Il s'agit là d'une vieille revendication qui a fait l'objet d'innombrables luttes...» (3)

C'EST TOUT ! Et encore il y a plusieurs contre-vérités et escamotages dans ces lignes. Notamment le «service actif» (4) pour les bureaux gares n'était pas la revendication des postiers, mais une revendication de division pour acheter et faire reprendre le travail au secteur le plus combatif de la grève : les centres de tri.

Comme on les comprend de vouloir oublier cette grève ! Cette grève, les dirigeants CGT l'ont subie. Ils se sont retrouvés à la place qui a été celle des dirigeants FO en août 53.

Mais justement, parlons-en ! Un mois et demi de grève, des dizaines de milliers de postiers dans la rue. Des assemblées générales quotidiennes de plusieurs centaines de postiers pendant un mois et demi dans tous les grands

centres de tri, notamment à Paris, l'utilisation du contingent pour briser la grève, les centres de tri parallèles, etc. Il faut en parler !

Et tout d'abord, l'élection des comités de grève, préconisée par la CGT en août 53 et que demandaient un grand nombre de grévistes, qui s'y est opposé ? L'occupation des lieux de travail demandée par les grévistes enthousiastes, qui s'y est opposé ? Les actions d'autodéfense contre les centres de tri parallèles, qui s'y est opposé en brandissant l'épouvantail de la «provocation» ? Le parti de Marchais et la Fédération CGT qui lui est entièrement soumise.

L'extension de la lutte sur la base des revendications communes unifiantes à tous les petits fonctionnaires et même à la classe ouvrière (1 700 F minimum, 200 F pour tous, titularisation des auxiliaires...), qui l'a sabotée pour la remplacer par des délégations auprès du parlement et des journées sans lendemain comme le 19 octobre ?

Le parti de Marchais et la Confédération CGT qui lui est entièrement soumise.

De tout cela il faut parler, même si les dirigeants révisionnistes préféreraient le faire oublier.

(à suivre...)

demain : Soumission renforcée de la Fédération CGT au parti de Marchais)



Manifestation des postiers lors de la grève d'octobre-novembre 1974.

«Aucune de ces objections n'est valable. «Comités irresponsables !» Comment peut-on tenir un tel raisonnement quand on indique que ces comités d'unité doivent être composés d'hommes et de femmes élus dans les services, dans les équipes, les ateliers, les départements, qu'ils doivent être élus par l'ensemble

situation a radicalement changé. La Fédération CGT des PTT n'est plus le syndicat de classe des postiers. Elle est aujourd'hui entièrement aux mains du parti bourgeois pro-soviétique de Marchais-Leroy. Tout comme FO a été longtemps la fidèle courroie de transmission du parti bourgeois pro-américain, la SFIO.

(1) Postier communiste, secrétaire de la CGTU postale, assassiné par les nazis à Chateaubriand.

(2) Se référer à *Proletariat* No 7/8, 4^e trimestre 1974, article «PTT»

(3) Fédération CGT des PTT No 162, page 11 «Projet de résolution centres de tri et ambulants».

(4) «Service actif» : retraite à 55 ans.

La nouvelle extrême gauche (5)

LE COURANT SPONTANÉISTE ET «LIBÉRATION»

Pour l'instant nous n'avons rencontré au cours de notre enquête que des sectes trotskystes et nous avons vu que leurs positions d'appendices du PCF et leur rôle de force pro-soviétique les rejette de l'extrême-gauche.

En abordant aujourd'hui le courant spontanéiste, ou courant antiautoritaire, nous abordons, enfin, l'extrême-gauche.

Par définition, ce courant est à la fois multiforme et diffus. Cependant nous laisserons de côté les quelques formations anarchistes vivant tant bien que mal pour nous en tenir au courant représenté par le journal «Libération».

En effet, l'anarchisme traditionnel et même sous la forme qu'il a prise en Allemagne par exemple avec le groupe Baader-Meinhoff n'existe pas en France. Est-ce parce que le printemps révolutionnaire de mai-juin 1968 a démontré la puissance du mouvement de masse révolutionnaire, la possibilité de la révolution en France et la vanité de l'action individuelle ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, il est significatif que les groupes anarchistes ne sont pas parvenus à se renforcer au lendemain de 1968, et que même, à bien des égards, ils ont été débordés sur leur gauche par l'extraordinaire bouillonnement du mouvement de masse.

Une des grandes caractéristiques du mouvement de mai-juin 1968, notamment du mouvement étudiant, fut son caractère de révolte spontanée et antiautoritaire. Par antiautoritaire, ils s'agissait d'ailleurs essentiellement de refuser la direction, la manipulation et le sabotage du mouvement par le PCF.

L'existence d'un tel courant était dû à la dégénérescence et à la trahison de la révolution par le PCF, et à la jeunesse du parti marxiste-léniniste, le PCMLF.

Ainsi, après l'essor de la grande tempête apparurent divers groupes, dont les plus connus furent le groupe «Vive la Révolution» et la «Gauche prolétarienne», celle-ci étant la seule à se donner des structures organisationnelles et à développer un travail militant.

Cependant la «Gauche prolétarienne» malgré la vitalité débordante dont elle fit preuve un moment, finit par disparaître, victime dans une certaine mesure de la répression de la bourgeoisie, mais surtout des divisions politiques qui la traversaient et qui avaient pour pivot une fois encore la question de l'attitude face au PCF.

Finalement les dirigeants de la GP se divisèrent tandis que nombre de militants déçus soit cessaient toute activité, soit rejoignaient les rangs marxistes-léninistes.

Les contradictions au sein de la GP étaient liées à l'échec de la ligne aventuriste bien souvent suivie par cette organisation qui finalement ne parvenait qu'à répandre des idées et non à organiser les travailleurs : les militants, bien souvent des étudiants établis dans des usines avec tout leur enthousiasme pour changer le monde, s'épuisaient et perdaient la «foi». Certains militants finissaient par succomber à la pression idéologique de l'autre courant, celui du «marginalisme», et s'attachaient dès lors plus à «changer la vie» : les communautés fleurirent, le goût d'une certaine

culture née aux Etats-Unis, tout un courant idéologique non prolétarien se développa.

C'est dans ce contexte que naquit «Libération», aujourd'hui point de référence plus que porte-parole de tout le courant spontanéiste diffus. D'ailleurs «Libération» qui, à sa naissance, disposait de militants et diffuseurs organisés en comités n'a plus aujourd'hui aucune base organisationnelle.

CAPABLE DU MEILLEUR...

Et pourtant «Libération» a des lecteurs et a une audience nationale même s'il demeure un petit journal.

Mais pourquoi est-ce qu'on lit «Libération» ? Un de ses lecteurs y répondait lorsqu'il écrivait : «Il ne faut pas que "Libération" devienne l'Humanité de l'extrême-gauche.» Et de fait, c'est contre la déformation de l'information, contre les manipulations et les mensonges de l'«Humanité» qu'on lit «Libération». L'alternative pour celui qui va acheter «Libération» n'est pas entre le «Figaro» et «Libération» mais entre l'«Humanité» et «Libération». Le «Figaro», chacun sait que c'est le patronat. Pour les travailleurs : avant, l'«Humanité» était là.

FRANQUEVILLE, 1. PAROISSIENS CONTRE INTEGRISTES Page 6



A la une de «Libération», une dénonciation de la prétendue «détente», ce cheval de bataille des impérialistes russes et du PCF.

Mais l'«Humanité» ment, l'«Humanité» attaque les travailleurs en lutte, l'«Humanité» fait du tapage sur le moindre pet du PCF et combat, dissimule, cache ce que font les masses. L'«Humanité» c'est le journal de Marchais à propos duquel des dizaines de milliers de manifestants, lors de la mort de l'ouvrier «maoïste» Pierre Overney, criaient : «Marchais menteur, complice des tueurs !».

Ce rôle que joue «Libération», on s'en aperçoit dans certaines occasions : au moment de la lutte des LIP, au moment de la mobilisation pour le soutien au FRAP par exemple. Dans ces cas-là pour tout le courant spontané des sans-parti, «Libération» est le moyen d'échapper à la fausse information, en même temps qu'un point de ralliement pour tous ceux qui craignent comme la peste de voir leurs aspirations révolutionnaires détournées par quelque

secte. «Chat échaudé craint l'eau froide» dit le dicton, et cela est positif, car ce sont les révisionnistes du PCF et les trotskystes qui agissent de façon déloyale, cherchant toujours à récupérer les actions de masse pour leur compte. Cette aspiration à ne pas être «récupéré» s'est encore une fois exprimée récemment lors du soutien aux antifranquistes de la marche sur Hendaye.

Dans la mesure où «Libération» se fait l'écho de ce courant spontanéiste, il développe son meilleur côté et contribue à la lutte centrale du courant révolutionnaire ouvrier contre le révisionnisme moderne.

C'est ainsi par exemple qu'à l'égard de l'impérialisme russe et du social-fascisme du PCF, «Libération» adopte une position généralement claire qui consiste à les dénoncer, sans pourtant aller jusqu'à appeler les choses par leur nom. C'est que certaines illusions subsistent : à la suite des témoignages sur les sévices et tortures pratiqués par le service d'ordre du PCF à la «fête de l'Humanité» publiés dans ce journal, un journaliste ne s'étonnait-il pas en parlant de «bavures», un peu comme certains journalistes du «Mondé» parlent des «bavures» de la police ?

Cela illustre les faiblesses du spontanéisme et de «Libération» qui peut les amener à être au service du pire.

... COMME DU PIRE

Nous avons fait jusqu'ici l'énoncé des caractères positifs de «Libération», mais tout n'est pas rose dans l'orientation du journal. Le fait de se vouloir au-dessus des partis et de refuser une ligne politique claire amène «Libération» à fluctuer en penchant tantôt à droite tantôt à gauche.

Les élections présidentielles de 1974 furent typiques à cet égard puisque «Libération» finit par appeler à voter Mitterrand contre l'avis de nombreux lecteurs.

Cela montre que le courant spontanéiste ne peut se maintenir indéfiniment. Avec l'aggravation des luttes de classes et de la rivalité des deux superpuissances en Europe, «Libération» et le courant spontanéiste se trouvent à tout moment à la charnière entre marxistes-léninistes d'une part et PCF et sectes trotskystes d'autre part.

Mais finalement c'est vers les marxistes-léninistes que se tournent bien des spontanéistes : en d'autres termes, la classe ouvrière finira par entraîner la jeunesse et les intellectuels révolutionnaires.

Pour conclure, nous considérons actuellement notre confrère «Libération» comme le porte-parole de la révolte antiautoritaire qui s'exprime essentiellement contre le PCF, c'est là précisément une orientation qui le situe historiquement dans l'extrême-gauche révolutionnaire. Nous souhaitons que l'avenir perpétue et renforce cette orientation positive.

A suivre — Demain : Les formations se réclamant du marxisme-léninisme.



FRANCE - TUNISIE, UNE PREOCCUPATION COMMUNE :

La Méditerranée aux Méditerranéens

Le voyage que Giscard d'Estaing vient d'accomplir en Tunisie a mis en évidence une préoccupation commune et grandissante des deux pays : le sort de la Méditerranée, sillonnée en permanence par 14 flottes de guerre étrangères, particulièrement par celles des deux superpuissances. L'URSS, notamment, a, depuis la guerre d'octobre au Moyen-Orient, porté à 90 unités le nombre de ses bâtiments de guerre qui y stationnent en permanence. Leur présence menaçante aiguise la tension qui règne sur tout le pourtour du bassin méditerranéen : Portugal, Espagne, Italie, Balkans, Turquie, Chypre, Liban et tout le Proche-Orient, Maroc, etc.

En recevant Giscard d'Estaing, le président de l'Assemblée nationale tunisienne a déclaré à ce propos :

« Cette mer qui relie trois continents est aujourd'hui le lieu de rencontre de plusieurs forces navales. Il est à craindre que la présence de ces forces ne mène à une lutte violente et à une grave explosion. » Il s'est également inquiété de *« la situation dangereuse qui prévaut sur la rive Est de la Méditerranée, situation caractérisée par l'agression permanente exercée par Israël sur les Etats arabes, le maintien de l'occupation par la force des territoires arabes et l'expulsion de tout un peuple, le peuple palestinien, chassé de ses foyers et de ses terres par le fer, le sang et la terreur »*.

Giscard lui a fait écho en affirmant : *« La Méditerranée, qui est une mer mais aussi un lac fermé, est actuellement parcourue par une concentration extraordinaire de moyens militaires dont les plus importants, et de loin, ne sont pas méditerranéens. Je pense que le moment venu, les méditerranéens, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui bordent cette mer, non seulement les pays européens, mais aussi africains ou ceux du Moyen-Orient,*

devront s'interroger sur la manière de rendre à la Méditerranée une allure plus pacifique, et sur la manière de faire en sorte que, de même que telle ou telle zone du monde voit sa sécurité principalement assurée par les pays qui l'habitent, de même la sécurité de la Méditerranée puisse être largement assurée, ou en tout cas contrôlée, par les pays qui la bordent. »

Il a poursuivi en brossant les grands traits d'une future « charte de la paix » dans cette région, basée sur trois grands principes :

- l'indépendance des pays riverains,
- l'égalité des Etats, grands et petits,
- la vocation des pays européens à résoudre eux-mêmes les problèmes de la Méditerranée.

La politique du gouvernement français témoigne de la prise de conscience du danger que font peser sur tous les pays riverains la présence et l'activité constante de l'Armada des deux superpuissances dans la région. Le transfert récent d'une partie de la flotte bretonne à Toulon répond à ce souci d'un « rééquilibrage » des forces militaires dans ce secteur. Mais une réelle sécurité en Méditerranée ne peut être que l'œuvre commune de tous les pays concernés.

Dans ce sens, le dialogue euro-arabe amorcé tient une place prépondérante. Mais pour cela, le gouvernement français, qui a déjà accompli des gestes positifs en direction du peuple palestinien, doit adopter sur ce problème une attitude ferme et conséquente en reconnaissant l'intégralité de ses droits nationaux. C'est l'exigence commune de tous les pays arabes, une condition indispensable pour que le dialogue euro-arabe commencé porte tous ses fruits et que tous les pays intéressés cimentent leur unité face aux menaces des deux supergrands.

PORTUGAL: Epreuve de force

Situé au centre de vigoureuses polémiques depuis plusieurs mois, l'émetteur de Radio-Renaissance s'est vu définitivement. Il a été plastiqué vendredi par la force d'intervention militaire spéciale (AMI) mise sur pied par le 6e gouvernement, après expulsion des « commissions de travailleurs » qui occupaient l'émetteur depuis le 21 octobre. La station qui était propriété de l'épiscopat portugais, avait en effet été mise sous scellés par le 6e gouvernement à la suite de divers incidents. Les éléments se réclamant de « l'extrême-gauche » qui avaient fait sauter les scellés pour l'occuper de force et diffuser des émissions qui, selon le 6e gouvernement, constituaient de véritables « provocations contre l'ordre public », avaient été préalablement expulsés par l'armée.

La décision de détruire les installations a été revendiquée par le Conseil de la Révolution portugais, qui rassemble les diverses tendances du MFA. Cette décision semble avoir été prise après de longues et violentes discussions au cours desquelles le général Othelo de Carvalho et l'amiral Rosa Coutinho, favorables au « pouvoir populaire » dont se revendiquaient les éléments expulsés, se sont vus mettre en minorité.

Le peuple portugais, en tout cas, ne semble pas s'être senti particulièrement concerné par cette affaire. Preuve que, en dépit des affirmations de leurs auteurs, il ne se

reconnaissait guère dans les orientations des récentes émissions pirates de « Radio-Renaissance ». Moins de 1 500 personnes en effet se sont déplacées pour répondre à la manifestation de protestation organisée par les expulsés.

L'intervention de l'AMI à Radio-Renaissance montre que le 6e gouvernement est fermement décidé à reprendre en main le contrôle de l'armée. Mènera-t-il avec la même fermeté la lutte pour l'épuration de l'armée et de l'appareil d'Etat des éléments pro-soviétiques qui y mènent la subversion ? C'est là une condition de l'avenir démocratique du Portugal pour lequel combattent la classe ouvrière et les masses populaires portugaises.

SALT : LES NÉGOCIATIONS DANS L'IMPASSE

Selon un haut fonctionnaire américain, « la réponse soviétique », reçue la semaine dernière, à la dernière proposition américaine dans le cadre des pourparlers "Salt", permet de moins en moins de penser que ces pourparlers réussiront. »

Cette réponse entraînera certainement un nouvel ajournement, jusqu'à une date reculée de l'année prochaine, de la visite aux USA de Brejnev, déjà reportée plusieurs fois.

BANGLA-DESH : COUPS D'ÉTAT EN CHAÎNE

La situation reste confuse et tendue au Bangla-Desh où coups d'Etat et contre-coups d'Etat se succèdent à vive allure. En effet le putsch des généraux qui, au début de la semaine dernière, avait chassé du pouvoir les jeunes officiers auteurs du coup d'Etat d'août dernier renversant le régime pro-soviétique de Mujibur Rahman, n'aura duré que trois jours - un contre-coup d'Etat s'est en effet produit aussitôt pour remettre, apparemment, les choses dans l'état précédent.

Ces nouveaux remous auront toutefois permis d'apprendre que, au cours du coup d'Etat de l'été dernier qui avait renversé son favori, l'URSS avait fait de fortes pressions sur l'Inde pour qu'elle intervienne militairement au Bangla-Desh et rétablisse par la force un pouvoir favorable à Moscou. Un nouveau témoignage de l'agressivité accrue « tous azimuts » du social-impérialisme russe.

EUROPE : LA RELANCE DES PRIX

En dépit des affirmations optimistes, la hausse des prix demeure toujours très forte à travers les pays capitalistes européens. L'office statistique de la CEE vient de publier les chiffres d'augmentation annuelle portant sur le mois de septembre de cette année.

C'est toujours en Grande-Bretagne que la hausse est la plus forte, avec 26,6 % d'augmentation d'une année à l'autre, suivie par l'Irlande : 18,9 %.

Les autres Etats membres se classent dans l'ordre suivant :

- Italie : 13 %
- Luxembourg : 10,9 %
- Belgique : 10,8 %
- France : 10,7 %
- Pays-Bas : 10,2 %
- Danemark : 8,7 %
- Allemagne : 6,1 %

Et chacun sait que la réalité est bien supérieure aux chiffres officiels !

CAMBODGE : INTERVIEW DE S. N. SIHANOUK

Dans une interview accordée au journaliste Wilfred Burchett, le prince Sihanouk a notamment déclaré :

« Mes compatriotes ont instauré à Phnom-Penh un régime dans lequel il n'y a plus de riches ni de pauvres, d'exploitants ni d'exploités. Aucune différenciation n'est plus fondée sur l'origine sociale et la fortune. »

A propos de prétendues possessions françaises du Cambodge il a souligné : *« Ces possessions n'existent plus. En dépit de nos avertissements, les entreprises françaises ont collaboré avec le régime du maréchal Lon Nol. Aujourd'hui elles sont nationalisées et il n'est pas question de compensations. »*

400 000 VICTIMES DU CHOMAGE EN BELGIQUE ...

Extraits de «Clarté et l'Exploité», organe central du PCMLB.

Dans son dernier numéro d'octobre, l'hebdomadaire de nos camarades belges publie un intéressant article sur le développement de la crise économique en Belgique, et la situation des chômeurs.

Nous en reproduisons des extraits.

L'Office national de l'emploi vient d'annoncer qu'au 15 octobre, le nombre de chômeurs complets indemnisés avait largement dépassé le cap des 200 000 : exactement 204 607. Cela signifie qu'en 15 jours, il y a eu un supplément de 20 000 chômeurs complets indemnisés !

Mais on sait qu'une décision du gouvernement vise à cacher la réalité : il n'y a plus de statistiques concernant les chômeurs partiels très nombreux. Cela fait penser au malade qui casserait son thermomètre pour ne pas voir qu'il a la fièvre. Le nombre de chômeurs partiels selon les estimations les plus modérées est de 90 à 100 000 chaque jour — il y en avait 100 000 en août.

A cela, il convient d'ajouter 47 000 demandeurs d'emplois obligatoirement inscrits, 12 500 chômeurs complets non indemnisés et 12 500 chômeurs occupés par les services publics, soit un total de quelque 370 000 chômeurs quotidiens.

En fait, cette donnée elle-même est incomplète. Au mois de septembre dernier, nous en avons informé, les 17 centres d'Infor-Jeunes répartis dans le pays indiquaient que plus de cent mille jeunes sans emplois ne s'étaient pas encore inscrits à l'ONEM, les uns par ignorance de leurs droits et obligations, les autres par opposition des parents obéissant à un sentiment de fausse pudeur («On ne s'inscrit pas au chômage si on n'a pas encore travaillé»).

Il est raisonnable de croire que depuis lors, un bon nombre d'entre eux n'ayant pas trouvé l'emploi espéré ont régularisé leur situation. Il n'est pas exagéré dans ces conditions de dire qu'il y a actuellement plus de 400 000 sans-emplois et que l'on court allègrement vers les 450 000. Dès à présent 16 % des travailleurs, ouvriers et employés sont frappés, dont plus de 40 % sont des jeunes (...)

La vérité sur les échanges commerciaux franco-algériens

Dans les tribunes internationales, la France se plaît à proclamer qu'elle est prête à coopérer avec les pays en voie de développement qui veulent s'industrialiser.

Qu'en est-il dans les faits ? L'exemple des échanges avec l'Algérie semble bien confirmer une fois de plus qu'il y a souvent loin de la parole aux actes.

En 1974, l'Algérie a vendu à la France des marchandises pour 4,6 milliards de F (dont plus de 90 % pour les hydrocarbures) et lui a acheté pour 6,2 milliards de F, soit un déficit de 1,6 milliard de F. Les services algériens évaluent ce déficit à 3 milliards en 1975. A cette constatation, Paris réplique qu'en fait la balance s'équilibre grâce aux transferts des salaires des travailleurs émigrés* et aux crédits commerciaux. Or l'Algérie a opéré vers la France, au cours du 1er semestre 1975, un apport net en devises de 2,5 milliards de F ! Situation pour le moins paradoxale pour de prétendus «tiers-mondistes» ! Et que ne cherchent pas à inverser les services français, mais bien mieux à prolonger et même à accentuer. Deux faits illustrent cette volonté :

— la presse économique française insiste sur le coût «trop cher» du pétrole algérien et ne ménage aucune attaque contre toute tentative de l'Algérie de vendre son brut aux conditions qu'elle entend fixer en toute souveraineté. Elle continue, de fait, à penser que le prix du brut algérien devrait être fixé à Paris et nulle part ailleurs !

— le doublement des acomptes versés sur les achats de biens d'équipement en France.

Et finalement, dans le contexte du fameux «plan de relance économique», l'Algérie est réduite au rôle d'élément du plan, sur lequel on peut jouer en toute souveraineté, et sans tenir compte de l'importance, dans l'ordre économique et l'ordre politique, d'un partenaire de poids.

On est loin d'une véritable coopération fondée sur les principes de la réciprocité des avantages et de l'équilibre mutuellement bénéfique pour des économies soucieuses de leur indépendance.

* Sublime de cette forme d'impérialisme : considérer comme un apport de la France à l'Algérie le produit du travail des Algériens émigrés.



Le «Zeri i popullit», organe du Parti, arme les ouvriers albanais pour préserver et renforcer la Dictature du Proletariat.

Une des huit cartes postales en vente sous forme de pochette, pour le soutien au quotidien (Prix : 20F)



LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Les derniers ministres du gouvernement provisoire sont arrêtés. A Pétrograd la Révolution armée a triomphé, les premiers décrets des soviets sont appliqués. Le 2e Congrès des soviets a lieu à l'Institut Smolny.



119) Lénine entre dans la salle des fêtes de l'Institut Smolny et monte à la tribune d'un pas décidé. Les gens qui participent à l'assemblée sont debout et s'écrient très fort : «Vive Lénine, vive Lénine !...»



120) Tout le monde se précipite vers la tribune sur laquelle Lénine est debout. Le jeune paysan «Petit Pierre» qui se fraye un passage jusqu'au premier rang regarde attentivement Lénine et dit avec émotion : «C'est lui Lénine, mais c'est un homme tout à fait ordinaire...»

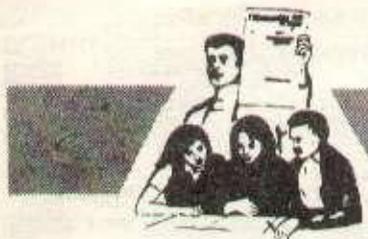


121) Lénine a fait au Congrès des rapports sur les problèmes de la «paix» et de la «terre». Le Congrès a adopté les «décrets sur la paix» et les «décrets sur la terre» rédigés par lui-même. Le gouvernement des soviets de la première législature est proclamé, il porte le nom de Conseil des Commissaires du peuple. Lénine en a été élu président. Comme des tonnerres, des applaudissements et des acclamations montent sans interruption : «Hurrah ! Hurrah !...»



122) La grande Révolution socialiste d'Octobre dirigée par le grand éducateur du prolétariat, Lénine en personne, a remporté la victoire. La Révolution d'Octobre a indiqué la voie à suivre aux peuples révolutionnaires du monde. Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Avancez vaillamment le long de la voie de la Révolution d'Octobre !

FIN



Les lecteurs ont la parole

Encore une réaction d'un militant syndicaliste concernant l'article sur le Congrès de l'IUS de Montpellier ; nous avons déjà publié deux lettres à ce sujet, de lecteurs qui, d'accord avec nous, nous mettaient en garde : «Attention aux injures !» De fait, par l'injure nous ne convaincrions personne !

Je suis entièrement d'accord avec la lettre de lecteur parue dans le No 353 à propos de la CFDT de Montpellier.

Je suis moi-même militant CFDT où j'essaie depuis longtemps d'expliquer nos positions à des camarades syndicalistes qui pour le moment ne sont pas toujours d'accord. Eh bien je n'ai surtout pas risqué de montrer l'article de Montpellier car au lieu de les aider à comprendre, il aurait plutôt tendance à les braquer contre nous.

Ce n'est pas par la force que l'on peut faire comprendre aux travailleurs en quoi la CGT ou le PC les trahit. Même si à Montpellier 51 % des voix avaient condamné la CGT, ce n'était pas pour autant une

«grande victoire». Si actuellement une grande masse de syndicalistes de Montpellier (et d'ailleurs) ne voit pas clairement le danger révisionniste, ce n'est pas une raison pour crier au scandale et lancer des injures à tout vent. Il faut garder patience et continuer les explications et les dénonciations concrètes de la CGT, faits à l'appui, et il faut avoir confiance que la grande masse des syndicalistes le comprendront par leur propre raisonnement.

Si la situation est ce qu'elle est à la CFDT de Montpellier (et d'ailleurs), ce n'est pas la faute aux travailleurs ni aux militants syndicalistes. C'est à cause de la trahison du PCF et à cause de notre absence ou de nos insuffisances.

Ce n'est pas en 6 mois ou un an qu'on redresse la situation créée par près de 20 ans d'absence d'un parti marxiste-léniniste. La révolution est une œuvre de longue haleine. Redoublons d'efforts pour expliquer et pour convaincre.

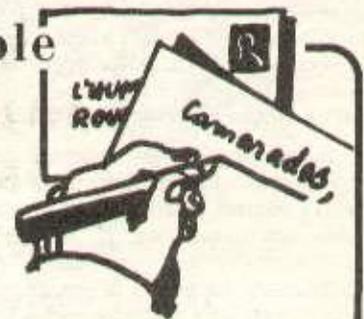


Critique pour Vitry.

A propos de l'article «Rhône-Poulenc : la direction répond par la répression aux revendications des travailleurs» - Vitry, paru dans le quotidien No 335 (samedi 15 octobre 1975).

Je ne suis pas d'accord avec la distinction qui est faite : «licenciement... de 2 délégués CFDT également militants de l'Humanité rouge, et un travailleur révolutionnaire se réclamant du marxisme-léninisme, actuellement inorganisé».

Pourquoi distinguer entre les marxistes-léninistes organisés à l'HR et ceux qui sont inorganisés, alors qu'un processus d'unification entre les divers courants m-l est actuellement engagé ? Je ne vois pas ce que cette distinction apporte du point de vue de l'information des lecteurs. Je ne comprends pas qu'on en soit encore à «refuser de mélanger les torchons et les serviettes» quand il s'agit de faire face à la ré-



pression patronale. C'est faire passer une division secondaire avant l'unité qui doit être le but principal.

□

Nous ne pensons pas que la distinction faite dans l'article envoyé de «Rhône-Poulenc» exprime le désir de «ne pas mélanger les torchons et les serviettes», mais bien plutôt de donner une information exacte, voilà tout. Avec les travailleurs de l'entreprise, les trois camarades sont au coude-à-coude dans le combat. C'est ce qui compte avant toute chose, et nos camarades de Vitry, comme notre lecteur et nous-mêmes, partageant le même souci d'unité qui nous conduit au parti marxiste-léniniste unique.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE



Les éditions du Centenaire ont fait le point du premier mois de leur campagne d'abonnement aux périodiques chinois et nous communiquent leurs conclusions (ci-dessous).

Un mot supplémentaire de notre fait : E-100 nous dit avoir reçu assez peu d'adresses où envoyer des spécimens gratuits et des bulletins d'abonnement. Or, nous avons, quant à nous, l'expérience de notre campagne d'abonnements d'essai gratuits au quotidien - qui a été un grand

succès. Ces adresses et bien d'autres ne pourraient-elles pas être communiquées par nos lecteurs et amis aux éditions du Centenaire ?

Faire connaître la Chine n'est pas une affaire de «spécialistes de la Chine», c'est notre souci à tous... et quand l'on mesure les succès remportés dans ce domaine... on est pleinement encouragé à y consacrer quelque temps !

La campagne d'abonnement aux périodiques chinois lancée par E-100 continue. Déjà, des résultats sont perceptibles. Le nombre d'abonnements d'octobre est nettement supérieur à celui de l'an dernier pour le même mois. Des efforts remarquables ont été effectués. Tel ce lecteur qui a fait 12 abonnements à «La Chine en construc-

tion» dans un petit village rural de l'Ouest de la France.

Mais il ne faut pas relâcher notre effort. Trop peu de listes d'adresses nous ont été envoyées notamment de la région parisienne. Pourtant, les possibilités sont importantes : indiquez-nous toutes les personnes susceptibles de prendre un abonnement, qui s'intéressent de près ou de loin à la Chine : syndicalistes, voisins, parents, bibliothèques, MJC, foyers de jeunes travailleurs... Cela ne demande pas beaucoup de temps, il suffit d'y penser. A ces personnes seront envoyés par E-100 des spécimens et des formulaires d'abonnement.

Il reste du matériel publicitaire à votre disposition : tracts par milliers, et grandes affiches par centaines. N'hésitez pas ! passez ou commandez à E-100.

Travaillons à faire connaître la Chine le plus largement possible sous tous ses aspects ! Aidons le travail des Editions.

Pékin-Information

1 an 21 F

La Chine en construction

1 an 14 F

E-100

24, rue Ph. de Girard

75010 Paris

Tél. 202.87.05

Deux de nos lecteurs, F. et C. Mellot du Mans, nous font part de la perte de leur petite fille âgée d'un mois et nous demandent de l'indiquer dans nos colonnes, car beaucoup de leurs amis lisent le quotidien. Soyez assurés, amis lecteurs, que nous comprenons votre demande et que nous nous associons très fraternellement à votre peine.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :
AGE : PROFESSION :

ADRESSE :

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT

(Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

| | | | |
|---------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| | Pls ouvert | | Pls ferme |
| 1 mois | <input type="checkbox"/> 32 F | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> 60 F |
| 3 mois | <input type="checkbox"/> 96 F | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> 180 F |
| 6 mois | <input type="checkbox"/> 190 F | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> 360 F |
| Soutien | <input type="checkbox"/> 300 F | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> 500 F |

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

LA LOI ANTICASSEURS CONTRE QUATRE OUVRIERS

Quatre délégués du personnel CGT et CFDT de l'usine Blaireau de Châtelleraut viennent d'être inculpés en vertu de la loi «anticasseurs», à la suite d'une plainte de la Fédération CGC (Confédération générale des cadres) de la métallurgie. Ils doivent comparaître le 20 novembre devant le tribunal de grande instance de Poitiers.

Pour s'opposer au chômage partiel 300 ouvriers de l'usine avaient séquestré des cadres connus pour les brimades qu'ils font subir aux travailleurs. Ils ne faisaient ainsi que répondre aux capitalistes et à leurs auxiliaires. La police devait intervenir dans la nuit pour faire sortir les cadres.

Cette action légitime des ouvriers était qualifiée de «gangstérisme» par la CGC.

Quant à l'Union départementale CGT elle parlait de «provocation» et publiait un communiqué condamnant les ouvriers, y compris les membres de la CGT de l'entreprise.

Seule l'Union locale CFDT apportait son soutien aux travailleurs.

Les responsables CGT, CGC et la direction de Blaireau se retrouvaient donc pour attaquer les travailleurs. Les dirigeants de la CGT ont ainsi facilité l'inculpation des ouvriers de Blaireau et ont apporté des argu-

ments pour que la loi «anticasseurs» leur soit appliquée.

Il est vrai que ce sont les dirigeants du PCF qui avaient mené campagne à l'Assemblée nationale pour l'adoption de cette loi «anticasseurs». Ce qui avait fait dire à Pompidou s'adressant au parlementaire du PCF Ballanger : «Je ne vous ai jamais rien refusé, même pas une loi anticasseurs».

L'inculpation des ouvriers de Blaireau apporte une nouvelle fois la preuve que cette loi fascisante est dirigée avant tout contre la classe ouvrière et paysanne en lutte. Elle consiste à prendre des otages parmi les ouvriers et les paysans en espérant semer la crainte chez eux. Elle vise à frapper les éléments les plus combattifs en cherchant à les isoler.

Le procès du 20 novembre va être, n'en doutons pas, l'occasion du renforcement de la lutte des ouvriers de Châtelleraut contre la répression. A travers ces quatre ouvriers ce sont tous les travailleurs qui sont visés, c'est pourquoi il faut une riposte massive et unie.

La bourgeoisie veut imposer le chômage et les licenciements au moyen de sa police et de ses tribunaux. La classe ouvrière lui apportera la réponse qui convient.

Dans une interview au «Point», l'amiral Sanguinetti déclare :

«LES ARMÉES COURENT A LA FAILLITE»

Dans une interview que publie l'hebdomadaire «Le Point», l'amiral Sanguinetti lance un cri d'alarme pour dénoncer la détérioration des capacités de défense nationale de la France. «Les armées courent à la faillite» dit-il. Au risque, selon ses propres termes, de «se faire saquer une fois de plus», il affirme que «les cocoricos ne doivent plus abuser personne» et que «certains matériels arrivent à bout de souffle». «Vous verrez, dit-il, qu'il faudra réarmer les vieux chassepots qui sont dans nos musées». Il accuse «les ministres qui depuis des années se sont repliés de plus en plus sur leur entourage personnel et ignorent avis et avertissements des chefs militaires responsables. Si cela dure, c'est la catastrophe.»

Cette inquiétude devant les dangers d'affaiblissement de la défense nationale s'était déjà manifestée lors de la discussion du budget de la défense nationale. Le général Méry prévoyait dans un article récent la «dégradation des matériels» de l'armée de terre faute de crédits suffisants. Alors que les normes de sécurité exigent 20 heures de vols d'entraînement pour les avions, ils sont réduits à 13 h 30 par mois. Quant aux marins ils ne pourront sortir que 60 jours par an sur mer.

LE PS CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Que la PS ait toujours soutenu la politique d'agression de l'Etat sioniste d'Israël, une nouvelle preuve nous en est fournie par ses déclarations récentes.

Le secrétaire national du PS, Pontillon, est en effet, ces jours-ci, en compagnie d'un chef de file des agresseurs sionistes : le ministre des Affaires étrangères israélien Abba Eban. Celui-ci est en France pour participer avec ses amis du PS au Congrès du mouvement sioniste Avoda France. A l'ouverture de ce congrès, Pontillon s'en est pris aux pays du tiers-monde et à l'ONU qui le 18 octobre a adopté une résolution assimilant le sionisme au racisme. Les sionistes et leurs appuis dans le monde sont affolés en voyant que le vrai visage de l'Etat sioniste d'Israël est mis à jour et que de plus en plus de pays soutiennent le combat du peuple palestinien pour recouvrer ses droits légitimes sur sa patrie occupée. Aujourd'hui, ce sont les agresseurs sionistes qui sont de plus en plus isolés. Ils s'agitent beaucoup pour s'opposer à cela. En vain, comme le montre l'admission de l'Organisation de libération de la Palestine, en qualité d'observateur, à la conférence d'un organisme de l'ONU, la FAO, dont les travaux se sont ouverts samedi.

Pontillon, après le gouvernement israélien, s'en est également pris à la décision du gouvernement français d'autoriser l'ouverture à Paris d'un bureau d'information de l'OLP. Le PS voudrait ainsi que la voix du peuple palestinien ne soit pas entendue.

Il est vrai qu'il y a quelques années, alors que le représentant de l'OLP en France, Mahmoud El Hamchari, venait d'être assassiné à Paris par les services secrets israéliens, Mitterrand accueillait à bras ouverts la criminelle Golda Meir...

En raison de la journée chômée du 11 novembre, l'Humanité rouge ne paraîtra pas demain.

PORTUGAL Des dizaines de milliers de personnes manifestent aux cris de «NI PRAGUE, NI CHILI!»

Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche après-midi sur la place du Commerce à Lisbonne pour manifester leur opposition aux activités des fascistes comme des sociaux-fascistes et leur refus de l'impérialisme américain comme du social-impérialisme russe. Les manifestants enthousiastes lançaient : «Ni ELP (Armée de libération du Portugal de Spínola), ni FUR (Front d'unité révolutionnaire des trotskystes et du parti de Cunhal)», «Ni Prague, ni Chili!».

Nombreux étaient les manifestants venus à l'appel de ce que les organes de la presse bourgeoise appellent les «maoïstes» du MRPP (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat) et de l'AOC (Alliance ouvriers-paysans) ; brandissant de nombreuses banderoles, ces manifestants lançaient : «Fabiao, Otejo (de Carvalho), Rosa (Coutinho), Contreiras (officier de marine), hors du Conseil de la révolution!». Ils exigeaient ainsi l'expulsion des organes dirigeants des éléments pro-soviétiques.

Cette puissante démonstration qui a ridiculisé les récentes manifestations du parti de Cunhal et de ses annexes, a été attaquée par des provocateurs chargés de faire monter la tension et de préparer la guerre civile. Des coups de feu ont éclaté et des grenades lacrymogènes ont été lancées par des provocateurs. Des bagarres éclatèrent alors, provoquées par un groupe d'extrême-droite, le

«Centre démocratique et social». Peu de temps après, deux ou trois jeeps de la police militaire arrivaient en renfort : les manifestants prirent à partie les soldats qui en descendaient, ceux-ci appartenant à un régiment où s'activent les éléments pro-soviétiques.

Alors que le plus grand nombre des manifestants avaient quitté la place, de nouvelles grenades lacrymogènes furent lancées. En même temps, les soldats de la police militaire tiraient des rafales en l'air.

Tous ces incidents qui ont ponctué la fin de la manifestation de dimanche à Lisbonne ne sont pourtant pas parvenus à effacer le caractère massif de la mobilisation populaire contre le fascisme et le social-fascisme, même s'ils témoignent de la montée de la tension au Portugal.

Fascistes pro-américains et social-fascistes pro-soviétiques prennent prétexte de leurs activités respectives pour intensifier leurs opérations et préparer l'opinion à la guerre civile.

C'est ainsi que la Commission politique du Comité central du parti de Cunhal a invité ses militants et sympathisants à exercer leur «vigilance pendant trois jours sur les points stratégiques, c'est-à-dire les entrées de Lisbonne, les ponts principaux, les nœuds ferroviaires...» A suivre donc au jour le jour...

(Autres informations en page 5)

(Suite de la page 1)

— 136 695, soit 14 %, ont à la fois l'aide publique et les allocations Assedic, c'est-à-dire 40,25 % de leur salaire plus 360 F par mois pendant les trois premiers mois, et 35 % de leur salaire plus 330 F les mois suivants.

Quant aux 90 % dont on nous rebat les oreilles voici les faits ; seuls 98 201, soit 10,4 % des chômeurs les ont touchés.

Ces chiffres montrent si besoin en était que le chômage cela signifie la misère. Les licenciements, cela ne se négocie pas, on les refuse, cette lutte est vitale. Négocier les licenciements, signer des accords d'indemnisation du chômage, comme le font les dirigeants de la CGT, cela ne vise qu'à créer des illusions pour faire accepter le chômage et cacher la misère qui l'accompagne.